

SER DE SOFIA & SE DE BELGRADE, BUCAREST ET ZAGREB

Sofia, 13 mars 2020

BREVES HEBDOMADAIRES DANUBE BALKANS du 06 au 12 mars 2020

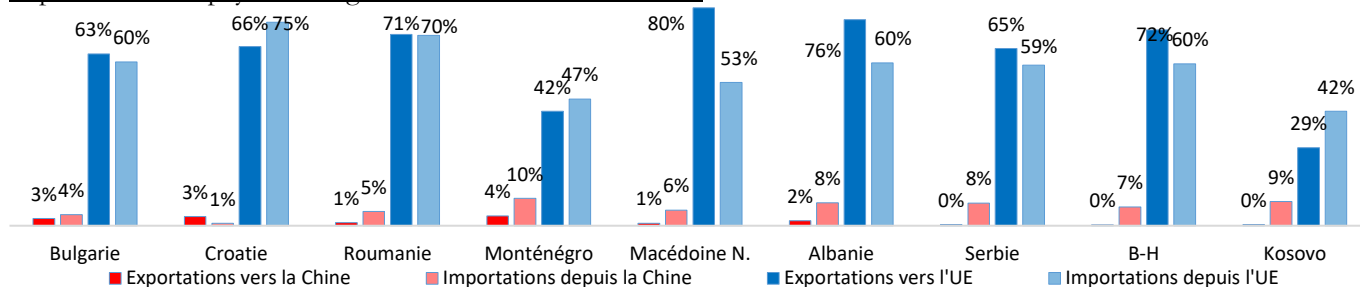
REGION

► Conjoncture : les IFI's mettent en place des mesures de financement accélérées pour faire face au Covid-19

Le Covid-19 (coronavirus) qui touche actuellement plus de 120 000 individus dans 80 pays dans le monde, conduit les Etats à prendre des mesures pour endiguer la pandémie : restrictions des mouvements des personnes, fermetures de certains secteurs d'activités. Ces décisions font naître un risque de crise économique mondiale. Les [Nations Unies](#) estiment que la croissance mondiale pourrait s'établir à +1,7 % en 2020, contre +3,4 % selon les estimations initiales du FMI, soit une perte de 1,7 pp. Afin d'apporter une réponse aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie, la [Banque Mondiale](#) mobilise une aide de 12 Mds USD, et le [FMI](#) met à disposition 50 Mds USD de prêts d'urgence pour les économies les moins avancées et les marchés émergents.

Les pays de la région Danube-Balkans, également touchés par la pandémie d'un point de vue sanitaire (135 cas confirmés et 2 décès au 12 mars) pourraient être variablement impactés économiquement, en fonction de l'importance de leurs activités touristiques (Croatie, Albanie) et du degré d'ouverture commerciale de leurs économies au reste du monde. La liste ci-après, non-exhaustive, fait état des dernières mesures prises dans la région : la Bulgarie a instauré l'état d'urgence ; la Croatie a étendu la liste des pays (incluant la France) dont l'entrée des ressortissants sur le territoire sera soumise à décision médicale ; la Roumanie impose une mise en quarantaine de 14 jours pour les ressortissants italiens, français et espagnol ; l'Albanie interdit les trajets de personnes entre la capitale Tirana et la ville de Durres ; des mesures d'interdiction d'entrée sur le territoire ont été prises par la Bosnie-Herzégovine (pour les ressortissants d'Italie, Chine et Corée du Sud), le Kosovo (France, Allemagne, Suisse, Italie) et la Serbie (Chine, Corée du Sud et Suisse).

Part des exportations et des importations de la Chine et de l'Union européenne dans le total des exportations et importations des pays de la région Danube-Balkans en 2018 :



Source : Banque Mondiale, douanes Kosovo

ALBANIE

► Gouvernance : Le Premier ministre annonce une hausse du salaire minimum au 1^{er} janvier 2021

Le Premier ministre, Edi Rama, a annoncé une hausse du salaire minimum de +13 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Le salaire minimum albanais devrait ainsi s'établir à 30 000 ALL (environ 244 EUR) contre 26 000 ALL (environ 210 EUR) actuellement. Le salaire minimum albanais exprimé en euros PPA demeure à ce jour significativement plus faible qu'en Serbie (634,4 EUR) ou au Monténégro (591,5 EUR) (Eurostat, 2020). Le salaire mensuel moyen brut en Albanie s'est établi à 53 458 ALL (435 EUR) en 2019, en hausse de +2,2 % en glissement annuel. Les salaires dans le secteur public restent en moyenne plus élevés (63 826 ALL, soit 519 EUR) que dans le secteur privé (40 147 ALL, soit 327 EUR).

► Grands projets : ouverture d'un appel d'offres restreint pour la construction de maisons individuelles

Le gouvernement albanais a approuvé un budget maximal de 8,7 Mds LEK (71 M EUR) pour la reconstruction de 3 389 maisons individuelles dans les zones affectées par le tremblement de terre en Albanie. Dans ce cadre, un [appel d'offres](#) international vient d'être publié pour la construction de maisons individuelles, il est accessible sur le site de l'agence albanaise de fonds de développement. Les réponses sont attendues au plus tard le 19 mars 2020.

BOSNIE-HERZEGOVINE

► IFIs : financement de 2 M EUR pour le programme « Women in Business » (WIB) de la BERD

La BERD a accordé 2 M EUR à Raiffeisen Bank dd BiH pour le financement de prêts à destination de PME bosniennes dirigées par des femmes. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de la BERD qui vise à favoriser l'autonomie économique des femmes et l'égalité des chances entre hommes et femmes dans les pays où elle opère, en mettant l'accent

sur trois objectifs précis : i) un meilleur accès au financement et à un appui commercial pour les entreprises dirigées par des femmes, ii) un meilleur accès des femmes à l'emploi et aux compétences, et iii) un meilleur accès aux services.

BULGARIE

► Grands projets : attribution de 500 M m³ par an de GNL en provenance du terminal d'Alexandroupolis

Une décision du Conseil des ministres du 10 mars a fixé à 500 M m³ par an les quantités de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du terminal d'Alexandroupolis (Grèce) attribuées au fournisseur public gazier Bulgargaz, pour une période de 10 ans. La Bulgarie, via l'opérateur Bulgartransgaz, est actionnaire à 20% de la société Gastrade en charge du projet de construction du nouveau terminal GNL d'Alexandroupolis.

CROATIE

► Energie : signature d'un accord de licence et d'un contrat d'ingénierie entre INA et Axens

La société pétrolière et gazière INA a signé avec la société française Axens un accord de licence pour sa technologie, Futurol™ d'éthanol cellulosique, ainsi qu'un contrat d'ingénierie de base pour l'implantation d'une usine de production de bioéthanol à Sisak, en Croatie.

KOSOVO

► Finances publiques : le gouvernement a approuvé un projet de budget de l'Etat pour l'année 2020

Suite aux élections anticipées d'octobre 2020, le nouveau gouvernement d'Albin Kurti a finalement approuvé le projet de budget de l'Etat pour l'année 2020. Ce nouveau budget prévoit un déficit public de 2 % du PIB pour 2020, anticipation elle-même fondée sur des prévisions de croissance de +4,2 %. Selon le Premier ministre Albin Kurti, ce nouveau budget devrait mettre en œuvre une réorientation significative des postes de dépenses, avec pour objectif premier la réduction du taux de chômage des jeunes et des femmes. Il revient désormais au Parlement d'approuver ce projet de budget.

REPUBLIQUE DE MACEDOINE DU NORD

► Agences de notation : confirmation de la notation du pays à « BB- »

L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé le 6 mars la notation du pays à « BB- » assortie de perspective stable. L'agence de notation relève que les niveaux de revenu par habitant de la Macédoine du Nord restent modestes (38 % de la moyenne du PIB/hab. PPA de l'UE).

MONTENEGRO

► Transport : Montenegro Airlines diminue ses effectifs et ferme plusieurs bureaux de représentation

Face à ses difficultés financières, la compagnie aérienne Montenegro Airlines cherche à réduire ses coûts en fermant ses bureaux de Londres, Francfort, Vienne, Moscou et Paris, et en réduisant de moitié les effectifs de son bureau de Belgrade. Les difficultés financières de la compagnie aérienne avaient en décembre dernier forcé le gouvernement monténégrin à investir 155 M EUR sur 6 ans au capital de Montenegro Airlines, afin d'empêcher sa liquidation.

ROUMANIE

► Conjoncture : la croissance du PIB s'établit à +4,1 % en 2019

D'après l'Institut National de Statistique, le PIB roumain a enregistré une croissance de +4.1 % en 2019 pour atteindre 222 Mds EUR, porté par le dynamisme de la consommation des ménages et de l'investissement. La Roumanie devient la 13^{ème} économie européenne, devant la République Tchèque. En termes de PIB/habitant PPA, la Roumanie (65 % de la moyenne de l'UE) demeure cependant derrière la République Tchèque (91 %).

► Conjoncture : l'investissement en hausse de +17,9 % par rapport à 2018

Le volume net de l'investissement en Roumanie en 2019 s'est établi à 22 Mds EUR, soit une augmentation de +17,9 % par rapport à 2018. L'immobilier représentait 50,1 % du total des investissements (43,4 % en 2018) et les nouvelles capacités productives 37,7 % (contre 42,1 % en 2018).

SERBIE

► Politique monétaire : baisse du taux directeur à 1,75 %

Le directoire de la banque centrale de Serbie a décidé d'abaisser son taux directeur de 2,25 % à 1,75 %. L'objectif est de palier l'impact anticipé du ralentissement de l'activité économique dans des secteurs tels que le tourisme, les services et les transports suite aux mesures prises pour endiguer la propagation du Covid-19. La dernière modification du taux avait eu lieu en novembre 2019 (de 2,5% à 2,25%).

Tous droits de reproduction et de diffusion réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique. Clause de non-responsabilité : le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication